



## PRÉFET DE L'ESSONNE

Direction régionale et interdépartementale  
de l'Environnement et de l'Énergie Ile-de-France

Evry, le 17 février 2015

Unité territoriale de l'Essonne

Nos réf. : A2014-0414  
D2015- 0361  
N°Helios : 31642

Affaire suivie par : Flora Camps  
flora.camps@developpement-durable.gouv.fr  
Tél. : 01.60.76.34.36 – Fax : 01.60.76.34.88

Y:\SPRN-IIC\UTEE91\Corbeil Essonnes\HELIO\_653970\08\_RVAT2015\_Projet  
APC\Helio\_2015-01-06\_Rapport-Coderst-V1.odt

- Objet :** IMPRIMERIE HELIO CORBEIL à CORBEIL-ESSONNES  
Rapport proposant la mise en place d'une autosurveillance des eaux souterraines, la réalisation d'un diagnostic complémentaire de la qualité des sols et la gestion des pollutions du site.
- PJ :** Projet d'arrêté préfectoral complémentaire.
- Ref :** Rapports de diagnostics de la qualité des sols et des eaux souterraines suivants :
- 1) Rapport ERM France d'octobre 2000, intitulé «Évaluation environnementale phase II - Site Helio à Corbeil-Essonnes»
  - 2) Rapport ERM France d'août 2003, intitulé «Suivi de la qualité des eaux souterraines - Campagne de juin 2003 - Site Helio Corbeil Quebecor SNC de Corbeil-Essonnes»
  - 3) Rapport ERM France d'octobre 2004, intitulé «Suivi de la qualité des eaux souterraines au droit du piézomètre ERM5 - Site Helio Corbeil Quebecor SNC de Corbeil-Essonnes»
  - 4) Rapport DEKRA Conseil HSE de septembre 2011, intitulé «Diagnostic de pollution phase 1 et 2 - Imprimerie Helio Corbeil à Corbeil-Essonnes»

## Rapport de l'inspection des installations classées

Le présent rapport propose à Monsieur le préfet de l'Essonne de solliciter l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques sur la mise en place d'une autosurveillance des eaux souterraines, la réalisation d'un diagnostic complémentaire de la qualité des sols et la gestion des pollutions du site de l'IMPRIMERIE HELIO CORBEIL à Corbeil-Essonnes.

### 1. PRÉSENTATION DE L'INSTALLATION

#### 1.1. Description de l'activité du site

La société Imprimerie Helio Corbeil est spécialisée dans l'impression de magazines (TV Magazine, Télé Star,...) pour un tonnage annuel en imprimés d'environ 60 000 t/an. L'imprimerie utilise comme procédé d'impression l'héliogravure, particulièrement adapté aux longs tirages où une haute qualité de reproduction est exigée. Deux rotatives sont actuellement en exploitation.



## **1.2. Situation administrative**

La société IMPRIMERIE HELIO CORBEIL est soumise à l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2010.PREF.DRCL/284 délivré le 16 juillet 2010. Les arrêtés préfectoraux n°2010.PREF.DCI2/BE 0013 et n°2013.PREF.DRCL/BEPAFI/SSPILL 225 respectivement du 30 juin 2010 et du 24 mai 2013 portent imposition de prescriptions complémentaires relatives aux rejets de substances dangereuses dans le milieu aquatique et à la réalisation d'un bassin de confinement des eaux d'extinction d'incendie.

## **2. OBJET DU PROJET D'ARRÊTE PREFECTORAL COMPLEMENTAIRE**

3.

### **3.1. Implantation du site et enjeux principaux**

L'imprimerie Helio Corbeil est implantée depuis 1829 sur la commune de Corbeil-Essonnes. Située à proximité immédiate du centre ville, l'installation est bordée à environ 140m par la Seine et à quelques dizaines de mètres par un bras de l'Essonne. La surface totale du terrain est de 3,5 hectares.



*Plan de situation*

### **Contexte hydrogéologique**

Le principale réservoir présent au droit du site est constitué par des alluvions de la Seine, en relation hydraulique avec le fleuve.

La formation des Sables de Beauchamp sous-jacente contient également une nappe phréatique en relation avec celles des alluvions de la Seine. Cette nappe reste peu exploitée en raison de débits fortement aléatoires. Plus en profondeur, on retrouve la nappe des calcaires du lutétien.

Ces 3 nappes sont en relation hydraulique probable.

Selon les données issues de la base de données Infoterre, le niveau statique au droit du site est attendu à une profondeur voisine de 3m/sol. Les prélèvements piézométriques déjà effectués sur site confirme cette faible profondeur. En conclusion la nappe des alluvions de la Seine est considérée comme vulnérable à une éventuelle pollution issue du site.

Le sens d'écoulement local de la nappe est estimé en direction du Nord-Nord-Ouest (à l'opposé du centre ville).

Les habitations les plus proches sont mitoyennes au sud-ouest, et à 10 m au nord-ouest (soit en aval hydraulique).

L'ouvrage de captage d'eaux souterraines de la nappe recensé le plus proche en aval du site est situé à environ 800 m de l'imprimerie et est utilisé à des fins industriels.

Aucun recensement des puits privés n'a été réalisé.

### **3.2. Diagnostics de pollution et leur contexte**

Depuis une quinzaine d'années, l'imprimerie Hélios Corbeil, en proie à des difficultés financières, a connu différents exploitants. Appartenant initialement au groupe Hachette, l'imprimerie Hélios Corbeil est reprise en 2001 par le groupe canadien Quebecor World. En 2008, Hélios Corbeil est repris par le groupe d'investisseurs hollandais Circle Printers. Enfin en 2011, un ultime redressement judiciaire menaçant de fermer définitivement l'imprimerie, les salariés décident de fonder leur propre coopérative. Le 7 février 2012 l'installation devient une Société Coopérative et Participative (SCOP), détenue à 51% par ses salariés, sous le nom de Imprimerie Hélios Corbeil. Dans le cadre de ces ventes, plusieurs diagnostics de la qualité des sols et des eaux souterraines au droit du site ont été réalisés.

Tout d'abord, des analyses de sol, des gaz de sol et des eaux souterraines ont été réalisées en septembre 2000, conduisant au rapport de diagnostic d'octobre 2000 mettant en évidence plusieurs zones polluées, aussi bien dans les sols que dans la nappe :

- Pollution des sols
  - Toluène jusqu'à 140 mg/kg de matière sèche (MS) et 392 mg/m<sup>3</sup> de gaz
  - Hydrocarbures totaux jusqu'à 7070 mg/kg MS, pollution qui pourrait être liée à une fuite historique
- Pollution de la nappe
  - Perchloréthylène (PCE) jusqu'à 610 µg/l sur le piézomètre ERM5 situé au sud, en amont hydraulique.

Pour rappel, et même si ces valeurs ne peuvent pas être utilisées comme objectifs de dépollution, les limites d'acceptation des terres en installation de stockage de déchets inertes sont de 6 mg/kg de MS pour le toluène et de 500 mg/kg de MS pour les hydrocarbures (C10-C40) ; la limite de référence de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine est de 10 µg/L pour le perchloréthylène.

Suite à ce diagnostic et à la demande de l'inspection, un suivi de la qualité des eaux souterraines a été réalisé en juin 2003 et en août 2004 (rapports respectifs : août 2003 et octobre 2004). Le rapport de juin 2003 a porté sur tous les piézomètres, alors que celui de 2004 n'a porté que sur le piézomètre amont. Ce suivi confirme la présence d'une pollution au perchloréthylène en amont hydraulique du site (respectivement 2200 et 2100 µg/l de PCE en 2003 et 2004). La concentration en PCE sur les piézomètres aval reste assez faible (< 10 µg/l). La concentration en TCE sur le piézomètre aval ERM3 est de 15 µg/l, du même ordre de grandeur que sur le piézomètre amont. Du chlorure de vinyl est mesuré sur le piézomètre ERM4 à 6,5 µg/l.

La pollution en toluène n'est pas retrouvée dans les eaux souterraines, car il n'y a pas de piézomètre en aval de la source de pollution dans les sols.

Par courrier du 20-08-2007 et suite à des demandes de l'inspection des installations classées de gérer cette pollution de la nappe, l'exploitant déclare à l'inspection «ne pas être en mesure de justifier et d'engager des dépenses de ce type sans la certitude sur le bien fondé de ces mesures», et justifie ce positionnement par «la présence [dans la nappe] de produits jamais utilisés dans notre process et drainés par la nappe phréatique». L'utilisation de solvant chloré en dehors du process, par exemple pour des activités de nettoyage de pièces métalliques, n'est par contre pas exempte.

Il est à noter que l'historique mentionné dans les études fournies montre que le sud du site faisait partie dans le passé de l'ancien site industriel. L'existence d'une source historique de pollution en PCE liée à l'ancienne imprimerie ne peut pas être exclue.

Enfin en 2011, le groupe Circle Printers a engagé un diagnostic de pollution des sols au droit du site dans le cadre de la cession de l'imprimerie. Celui-ci confirme la présence d'une pollution au toluène en partie Nord Ouest du site (jusqu'à 190 mg/kg de MS) dans les sols. Aucun contrôle de la nappe n'a été réalisé mais l'étude

indique que la nappe est très probablement impactée par la pollution au toluène et pourrait sortir du site. La mise en place d'un piézomètre à proximité du sondage des sols impacté est recommandé.

Depuis la création de la SCOP en 2012, aucune action n'a été entreprise par l'exploitant pour gérer ces pollutions.

Lors de son inspection de juin 2014, la SCOP a informé l'inspection d'un projet à l'étude de déménagement de l'imprimerie du site actuel. Le terrain, situé à proximité direct du centre ville, serait réutilisé pour la construction de logements.

#### **4. CONCLUSIONS ET PROPOSITIONS DE L'INSPECTION**

Compte tenu des premiers diagnostics de pollutions ayant démontré la présence de diverses pollutions au droit du site, et de la vulnérabilité de la nappe d'eau souterraine, il s'avère nécessaire d'effectuer des campagnes d'analyses supplémentaires de manière à délimiter avec précision l'étendue actuelle et l'importance des diverses pollutions. L'inspection propose donc la réalisation aux frais de l'exploitant d'un diagnostic des sols et des eaux souterraines. Ce diagnostic devra particulièrement identifier :

- l'étendue de la pollution en hydrocarbures et en toluène, à la fois dans les sols, les gaz des sols et les eaux souterraines ; un ou plusieurs piézomètres devront être implantés en aval hydraulique des sources de pollutions identifiées ;
- la recherche de puits privés en aval hydraulique du site et l'analyse de la qualité de l'eau des puits identifiés s'ils sont susceptibles d'être impactés par la pollution ;
- la recherche de l'origine potentielle de la pollution en PCE par rapport aux emprises historiques du site ;

L'autosurveillance semestrielle des eaux souterraines, en période de basses et hautes eaux, permettra également de déterminer le sens d'écoulement de la nappe en toute période de l'année, sur les piézomètres existants et sur ceux à créer.

Enfin il est proposé de demander à l'exploitant de mettre en œuvre un plan de gestion dont l'objet est de rechercher les possibilités de suppression des sources de pollution susmentionnées, compte tenu des techniques disponibles et de leurs coûts économiques.

Ainsi, en application de l'article R. 512-31 du Code de l'Environnement, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet de soumettre pour avis aux membres du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques le projet d'arrêté préfectoral complémentaire ci-joint, pour lequel elle donne un avis favorable.

*Rédacteur*

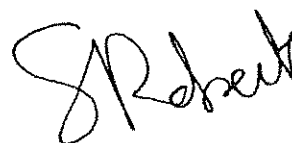
*Vérificateur*

*Approbateur*

L'inspecteur de l'environnement

La chargée de mission sites et sols  
pollués

Pour le directeur et par délégation,  
Le Chef du Pôle Risques et  
Aménagement



Flora CAMPS

Laurence BALMES

Sandrine ROBERT



*Liberté • Égalité • Fraternité*

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

**PRÉFECTURE DE L'ESSONNE**

**DIRECTION RÉGIONALE ET INTERDEPARTEMENTALE  
DE L'ENVIRONNEMENT ET L'ÉNERGIE  
UNITÉ TERRITORIALE DE L'ESSONNE**

Cité administrative – Boulevard de France  
91010 EVRY CEDEX

**ARRÊTÉ**

**N° 2015.PREF.DRIEE/ 00XX du  
portant imposition de prescriptions complémentaires à la Société IMPRIMERIE HELIO CORBEIL  
pour son exploitation située boulevard Crété à CORBEIL-ESSONNES**

**LE PRÉFET DE L'ESSONNE**  
**Chevalier de la Légion d'honneur,**  
**Officier de l'Ordre National du Mérite,**

**VU** le code de l'environnement, et notamment l'article R.512-31,

**VU** le code de la santé publique,

**VU** la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

**VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements,

**VU** le décret du 25 juillet 2013 portant nomination de M. Bernard SCHMELTZ, préfet hors classe, en qualité de Préfet de l'Essonne,

**VU** la circulaire du 8 février 2007 relative aux sites et sols pollués - Modalités de gestion et de réaménagement des sites et sols pollués ;

**VU** les rapports de diagnostics suivants :

- Rapport ERM France d'octobre 2000, intitulé «Évaluation environnementale phase II - Site Helio à Corbeil-Essonnes»
- Rapport ERM France d'août 2003, intitulé «Suivi de la qualité des eaux souterraines - Campagne de juin 2003 - Site Helio Corbeil Quebecor SNC de Corbeil-Essonnes»
- Rapport ERM France d'octobre 2004, intitulé «Suivi de la qualité des eaux souterraines au droit du piézomètre ERM5 - Site Helio Corbeil Quebecor SNC de Corbeil-Essonnes»
- Rapport DEKRA Conseil HSE de septembre 2011, intitulé «Diagnostic de pollution phase 1 et 2 - Imprimerie Helio Corbeil à Corbeil-Essonnes»

**VU** l'arrêté préfectoral n° XXX portant délégation de signature à M. XXX, Secrétaire Général de la Préfecture de l'Essonne, Sous-Préfet de l'arrondissement chef-lieu,

**VU** l'arrêté préfectoral n° ... (n° d'arrêté d'autorisation) du ... autorisant la Société ... dont le siège social est situé (adresse du siège social), à exploiter (adresse de l'exploitation), les activités suivantes :

**– rubriques (A, D, DC et NC)**

**VU** les arrêtés complémentaires éventuels ou RD...

Une étude historique complémentaire doit être menée pour identifier si la zone en amont du piézomètre ERM 5 faisait historiquement partie du périmètre du site industriel. Dans l'affirmative, les recherches seront complétées par des analyses en tetrachloroéthylène dans la zone.

Pour chaque paramètre, la méthode d'analyse retenue doit permettre d'obtenir un seuil de dosage inférieur aux valeurs de référence sur la qualité des sols.

Les paramètres à analyser sont les suivants :

- Hydrocarbures totaux (fractions C6-C10 et C10-C40);
- Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP)
- BTEX : benzène, toluène, éthylbenzène et xylène;
- Solvants chlorés : Tetrachloroéthylène, Trichloroéthylène, Trichlorométhane, Dichlorométhane et Chlorure de vinyle;

Après réalisation de la campagne d'analyses, un rapport est transmis au service de l'Inspection des Installations Classées pour avis, comportant en particulier :

- les résultats des analyses,
  - une analyse sur les risques de transfert hors site par les gaz des sols des composés détectés ;
  - un récapitulatif de l'évolution de la qualité des sols depuis les précédents contrôles et, d'une manière générale, tous commentaires utiles à une bonne compréhension des résultats.
- Toute anomalie est signalée dans les meilleurs délais au service de l'Inspection des Installations Classées.

#### **ARTICLE 4. PLAN DE GESTION**

Dans un délai de **8 mois** à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant propose un *plan de gestion* dont l'objet est de rechercher les possibilités de suppression des sources de pollution susmentionnées, compte tenu des techniques disponibles et de leurs coûts économiques.

#### **ARTICLE 5. REFERENTIEL**

Les investigations et études dont la réalisation est prescrite par le présent arrêté, sont effectuées conformément aux guides méthodologiques édités par le Ministère de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement Durable et de l'Aménagement du Territoire et disponibles à l'adresse internet suivante : <http://www.sites-pollues.ecologie.gouv.fr>

#### **ARTICLE 6. FRAIS OCCASIONNÉS**

Tous les frais occasionnés par le respect des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

#### **ARTICLE 7. DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

- (Article R.514-3-1 du code de l'Environnement)

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré à la juridiction administrative (Tribunal Administratif de Versailles, 56 avenue de Saint-Cloud, 78011 VERSAILLES) :

« - par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service ;

« - par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée. »

## **ARTICLE 8. EXÉCUTION**

Le Secrétaire Général de la Préfecture,  
Le Maire de Corbeil-Essonnes  
Les Inspecteurs des Installations Classées,

sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général

